

Cote du document: EB 2021/134/R.40/Rev.1
Point de l'ordre du jour: 19 b) i) c)
Date: 13 décembre 2021
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Rapport du Président

Proposition de prêt

République socialiste du Viet Nam

Projet de transformation pour une agriculture climato-compatible dans les provinces de Ben Tre et de Tra Vinh

Numéro du projet: 2000002335

Note à l'intention des représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Nigel Brett

Directeur régional
Division Asie et Pacifique
téléphone: +39 06 5459 2516
courriel: n.brett@ifad.org

Francisco Pichon

Directeur de pays
téléphone: +39 391 360 4067
courriel: f.pichon@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre Mc Grenra

Cheffe
Gouvernance institutionnelle
et relations avec les États membres
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb@ifad.org

Conseil d'administration — Cent trente-quatrième session
Rome, 13-16 décembre 2021

Pour: **Approbation**

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Carte de la zone du projet	iii
Résumé du financement	iv
I. Contexte	1
A. Contexte national et justification de l'intervention du FIDA	1
B. Enseignements tirés	3
II. Description du projet	3
A. Objectifs, zone d'intervention et groupes cibles	3
B. Composantes, résultats et activités	4
C. Théorie du changement	6
D. Alignement, appropriation et partenariats	6
E. Coût, avantages et financement	7
III. Risques	11
A. Risques et mesures d'atténuation	11
B. Catégorie environnementale et sociale	12
C. Classement au regard des risques climatiques	12
D. Soutenabilité de la dette	12
IV. Exécution	13
A. Cadre organisationnel	13
B. Planification, suivi-évaluation, apprentissage, gestion des savoirs et communication	14
C. Plans d'exécution	15
V. Instruments et pouvoirs juridiques	15
VI. Recommandation	16

Appendices

- I. Negotiated financing agreements (Un exemplaire des accords de financement négociés sera mis à disposition lors d'une session ultérieure du Conseil d'administration.)
- II. Logical framework
- III. Integrated project risk matrix

Équipe d'exécution du projet

Directeur régional:	Nigel Brett
Directeur de pays:	Francisco Pichon
Responsable technique:	Marie-Aude Even
Responsable des finances:	Irene Li
Spécialiste climat et environnement:	Evi Wulandari
Juriste:	Itziar Miren Garcia Villanueva

Sigles et acronymes

4P	partenariat public-privé-producteurs
AMD	Projet en faveur de l'adaptation au changement climatique dans les provinces de Ben Tre et Tra Vinh dans le delta du Mékong
COSOP	programme d'options stratégiques pour le pays
PDSE	plan de développement socioéconomique
PESEC	Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique
PME	petites et moyennes entreprises
PTBA	plan de travail et budget annuel
UGP	unité de gestion du projet

Carte de la zone du projet



Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.
Carte établie par le FIDA | 2 décembre 2021

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur:	République socialiste du Viet Nam
Organisme d'exécution:	Comités populaires provinciaux des provinces de Ben Tre et de Tra Vinh
Coût total du projet:	136,4 millions d'USD – 70,4 millions d'USD pour la province de Tra Vinh et 66,0 millions d'USD pour la province de Ben Tre
Montant du prêt:	43,0 millions d'USD – 26,0 millions d'USD pour la province de Tra Vinh et 17,0 millions d'USD pour la province de Ben Tre
Conditions du prêt du FIDA:	Ordinaires
Cofinanceurs:	
Montant du cofinancement:	Institutions de financement: 70,5 millions d'USD – 32,0 millions d'USD pour la province de Tra Vinh et 38,5 millions d'USD pour la province de Ben Tre Secteur privé national: 0,5 million d'USD – 0,1 million d'USD pour la province de Tra Vinh et 0,4 million d'USD pour la province de Ben Tre
Contribution de l'Emprunteur:	17,8 millions d'USD (6,6 millions d'USD en nature – 3,9 millions d'USD pour la province de Tra Vinh et 2,7 millions d'USD pour la province de Ben Tre; 11,2 millions d'USD en espèces – 5,8 millions d'USD pour la province de Tra Vinh et 5,4 millions d'USD pour la province de Ben Tre)
Contribution des bénéficiaires (en nature):	4,6 millions d'USD – 2,8 millions d'USD pour la province de Tra Vinh et 1,8 million d'USD pour la province de Ben Tre
Montant du financement de l'action climatique apporté par le FIDA:	18,5 millions d'USD
Institution coopérante:	Supervision directe par le FIDA

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation telle qu'elle figure au paragraphe 71, sous réserve des conditions énoncées au paragraphe 68.

I. Contexte

A. Contexte national et justification de l'intervention du FIDA

Contexte national

1. La République socialiste du Viet Nam a obtenu des résultats remarquables en matière de développement macroéconomique au cours des 30 dernières années. Les réformes économiques et politiques ont favorisé une croissance économique et un développement rapides, et ont fait passer le Viet Nam du statut de pays parmi les plus pauvres du monde à celui de pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure.
2. La grande contribution du secteur agricole à la croissance économique et à la réduction de la pauvreté rurale a toutefois eu un coût. La croissance du secteur agricole s'est fortement appuyée sur une exploitation non durable des ressources naturelles. Dans le delta du Mékong, la surexploitation des eaux de surface et souterraines entraîne des pénuries d'eau. Les effets des changements climatiques, tels que l'élévation du niveau de la mer, les sécheresses et l'augmentation des températures atmosphériques, ont également eu des répercussions sur l'agriculture.
3. Le Viet Nam a fait des progrès impressionnants en matière de réduction de la pauvreté. Au cours des 30 dernières années, plus de 40 millions de personnes sont sorties de la pauvreté grâce à une croissance économique rapide qui a favorisé la création d'emplois plus nombreux et de meilleure qualité. La pauvreté touche principalement les populations rurales. La grande majorité des personnes pauvres (86%) sont issues de minorités ethniques vivant dans des zones reculées et montagneuses.
4. Les ménages qui dépendent fortement des revenus agricoles et des revenus salariaux et non salariaux sont très vulnérables aux chocs extérieurs. Ils ont également un accès limité aux infrastructures hydrauliques, aux assurances et aux services de conseil agricole tenant compte des changements climatiques pour atténuer les risques. Le plan pour le delta du Mékong (2013-2020), le programme de transformation agricole et la résolution gouvernementale n° 120 relative au développement économique dans le delta du Mékong sont des instruments clés visant à faire face aux menaces croissantes liées aux changements climatiques et à l'utilisation non durable des ressources naturelles, notamment des eaux souterraines.
5. La pandémie de COVID-19 a mis en évidence de grandes vulnérabilités affectant de manière considérable le développement économique du Viet Nam en 2020-2021. Le relèvement de l'économie du pays en 2021 est incertain compte tenu des nouvelles vagues épidémiques et de la lenteur de la reprise au niveau mondial. Les politiques publiques adoptées récemment mettent l'accent sur la reprise grâce à des investissements dans les infrastructures publiques, à la promotion de l'accès aux financements, à l'amélioration de la productivité du travail et à la généralisation des technologies numériques.

Thématiques transversales prioritaires du FIDA

6. **Genre et inclusion sociale.** Une grande majorité des travailleurs pauvres continuent d'être des femmes. L'inégalité entre les femmes et les hommes est considérée comme étant l'une des principales causes de la pauvreté. À cet égard, les changements climatiques créent de nouvelles difficultés. Le Projet de

transformation pour une agriculture climato-compatible dans les provinces de Ben Tre et de Tra Vinh tiendra compte des questions de genre et s'appuiera sur des stratégies de ciblage direct et indirect pour atteindre les femmes pauvres, en particulier chez les minorités ethniques. Les femmes bénéficieront d'une formation dans le domaine des technologies numériques afin qu'elles puissent réduire leur charge de travail, faire face aux changements climatiques et gérer leur temps de manière flexible.

7. **Jeunes.** La question de l'emploi est particulièrement problématique pour les jeunes au Viet Nam. Ces derniers travaillent majoritairement dans le secteur informel et la plupart d'entre eux sont mal rémunérés. En outre, près de la moitié des jeunes actifs ne disposent pas des compétences requises. Le projet vise à créer un environnement propice à la création d'emplois décentés et à l'entrepreneuriat dans les filières.
8. **Enjeux nutritionnels.** Au Viet Nam, les enfants de moins de 5 ans continuent de souffrir de malnutrition. Si le projet n'est pas directement axé sur les enjeux nutritionnels, l'accent qu'il met sur la promotion de cultures, de pratiques d'élevage et de filières résilientes face aux changements climatiques contribuera à augmenter les revenus des ménages et donc la disponibilité et la consommation d'aliments nutritifs.
9. **Climat et environnement.** Le Viet Nam se classe parmi les 10 premiers pays exposés à des risques climatiques à long terme dans le monde. Le delta du Mékong est considéré comme l'un des deltas fluviaux les plus vulnérables aux changements climatiques, notamment à l'élévation du niveau de la mer, aux épisodes de sécheresse, aux chaleurs extrêmes, aux tempêtes violentes et aux inondations, qui sont autant de facteurs à l'origine de pertes économiques et humaines considérables. Le projet renforcera l'aptitude des pouvoirs publics à appuyer les petits producteurs ruraux dans le développement de leurs capacités d'anticipation (pour planifier et atténuer les chocs), d'absorption (pour absorber et faire face aux chocs et aux contraintes) et d'adaptation¹.
10. Conformément aux engagements en matière de transversalisation pris au titre de la Onzième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA11), le Projet de transformation pour une agriculture climato-compatible dans le delta du Mékong a été classé comme:
 - incluant un financement climatique;
 - tenant compte des jeunes.

Justification de l'intervention du FIDA

11. Le projet répond à la demande du Gouvernement vietnamien de concevoir un projet de suivi du Projet en faveur de l'adaptation au changement climatique dans les provinces de Ben Tre et Tra Vinh dans le delta du Mékong (AMD), récemment achevé. Le Gouvernement et le FIDA considèrent que ce dernier a obtenu de bons résultats s'agissant de la mise à l'essai d'une planification socioéconomique participative et du transfert de technologies innovantes en faveur du renforcement de la capacité des petits exploitants agricoles à s'adapter aux changements climatiques.
12. La stratégie du FIDA au Viet Nam au cours des 20 dernières années a consisté à aider les pouvoirs publics à atteindre leur principal objectif de développement – faire passer les populations rurales d'une agriculture de subsistance à une agriculture résiliente face aux changements climatiques et axée sur le marché. Le FIDA a mené ses opérations précédentes dans les zones de Ben Tre et de

¹ Les progrès réalisés en la matière seront mesurés au moyen d'un indicateur de résilience intégré et d'une fiche de notation connexe qui reposent sur l'expérience du Projet en faveur de l'adaptation au changement climatique dans les provinces de Ben Tre et Tra Vinh dans le delta du Mékong (AMD) et qui bénéficieront d'autres travaux en cours du FIDA sur le sujet.

Tra Vinh, deux des provinces les plus pauvres du delta du Mékong, où vivent 60 000 ménages pauvres et presque pauvres, dont la minorité khmère. Cette dernière a un taux de pauvreté disproportionnellement plus élevé (25%) que la moyenne nationale (6%).

13. Le FIDA possède un avantage comparatif important en tant qu'agent de changement dans le secteur agricole et rural. Le Fonds facilite l'accès aux services financiers en milieu rural et développe les infrastructures rurales dans les zones les plus reculées pour appuyer des filières inclusives, rémunératrices et favorables aux pauvres. L'actuel programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP), qui couvre la période 2019-2025, cible les petits producteurs et les petites et moyennes entreprises (PME) rurales des régions mal desservies, où l'on trouve le plus de minorités ethniques. Le projet est pleinement conforme au COSOP et contribue directement à ses trois objectifs stratégiques.
14. Le portefeuille du FIDA au Viet Nam a démontré que la mise en place d'infrastructures rurales avait le plus grand impact lorsqu'elle était liée au renforcement des capacités dans les filières grâce à une planification participative et axée sur le marché. Cette approche permet d'intégrer l'adaptation aux changements climatiques, de faciliter l'accès aux services financiers et d'améliorer les compétences techniques et commerciales des producteurs. Un élément essentiel est la mobilisation du secteur privé auprès des petits producteurs au moyen d'investissements dans des projets (infrastructures, renforcement des capacités des producteurs, etc.) qui encouragent les investissements publics et privés et atténuent les risques connexes. Dans le prolongement de l'AMD, il est donc tout à fait justifié de poursuivre ces investissements et de mettre à profit les enseignements qui seront tirés du présent projet, en mettant l'accent sur les investissements dans des filières climato-compatibles.
15. Les projets financés par le FIDA au Viet Nam ont également démontré qu'il était possible de favoriser l'avancement des femmes et des jeunes en milieu rural en appuyant leurs entreprises et en créant des emplois décents dans les filières. Enfin, les leçons tirées du projet contribueront directement au plan pour le delta du Mékong et, plus globalement, au programme de transformation agricole. On s'attend donc à ce que le projet produise des effets durables, tant au niveau de sa portée que sur le plan stratégique, dans la région du delta du Mékong.

B. Enseignements tirés

16. Le portefeuille du FIDA au Viet Nam est riche d'enseignements. Les plus pertinents pour le projet portent sur: i) la promotion de la planification régionale et de la coordination intersectorielle dans le delta du Mékong; ii) les synergies entre les instruments relatifs aux filières, notamment les plans d'action relatifs aux filières, le Fonds de développement pour les femmes, les partenariats public-privé-producteurs (4P) et l'agriculture climato-compatible; iii) la participation du secteur privé; iv) l'avancement des femmes; v) une approche globale de la résilience face aux changements climatiques, de la planification à l'exécution; vi) l'intégration des instruments relatifs aux projets dans les programmes nationaux, en tenant compte des nouvelles politiques d'aide publique au développement au Viet Nam.

II. Description du projet

A. Objectifs, zone d'intervention et groupes cibles

17. Le projet vise à assurer une transformation rurale durable et résiliente face aux changements climatiques dans les provinces de Ben Tre et de Tra Vinh, et à servir de modèle pour la région du delta du Mékong. L'objectif de développement du projet est de créer des possibilités de revenus durables et d'améliorer les moyens d'existence en milieu rural au profit des ménages pauvres, des femmes, des hommes, des jeunes et des minorités ethniques dans les provinces de Tra Vinh et de Ben Tre.

18. **Zone géographique.** Le projet sera exécuté dans les provinces susmentionnées, qui sont très vulnérables aux effets des changements climatiques et comptent d'importantes poches de pauvreté rurale. Les collectivités, leur système de production alimentaire et leur bien-être économique font face à des menaces croissantes liées aux changements climatiques. L'emplacement des filières clés déterminera les zones d'intervention géographique précises du projet.
19. **Groupes cibles et bénéficiaires.** Le projet profitera directement à 60 000 ménages de petits exploitants agricoles (25 000 dans la province de Ben Tre et 35 000 dans la province de Tra Vinh), soit environ 210 000 personnes dans quelque 80 communes des deux provinces. Pour assurer une plus grande participation et inclusion sociale des principaux groupes cibles du projet, une combinaison de méthodes de ciblage direct et d'autociblage sera utilisée. Alors que les activités du projet intéressent tous les groupes cibles (autociblage) de la zone d'intervention, les méthodes de ciblage direct garantiront la participation et la création d'activités en vue d'atteindre les groupes les plus vulnérables: les femmes, les jeunes et les minorités ethniques.
20. Les cibles ont été définies en vue d'atteindre les femmes (40%, dont 16% sont des cheffes de ménage), les jeunes (20%, dont 50% de jeunes femmes) et les minorités ethniques (30% dans la province de Tra Vinh).

B. Composantes, résultats et activités

21. Le projet s'articule autour de trois composantes: i) coordination en faveur d'une transformation rurale durable et inclusive; ii) filières inclusives et climato-compatibles; iii) gestion de projet.
22. **Composante 1/effet direct 1. Coordination en faveur d'une transformation rurale durable et inclusive.** Cette composante vise à améliorer l'efficacité de la coopération concernant le plan de développement socioéconomique (PDSE) au niveau provincial et régional du delta du Mékong, et à renforcer l'intégration de la résilience face aux changements climatiques. Le PDSE intégré constitue la base des plans d'action relatifs aux filières résilientes face aux changements climatiques, de la planification, du renforcement des capacités et de la collaboration entre les pouvoirs publics, les acteurs privés et les producteurs.
- **Sous-composante/produit 1.1. Les plans provinciaux et sectoriels favorisent des mesures innovantes de promotion de l'égalité femmes-hommes axées sur la lutte contre la pauvreté et le développement de filières résilientes face aux changements climatiques.** Cette sous-composante se fonde sur l'expérience du FIDA en matière d'appui aux PDSE menés dans 11 provinces au cours des 10 dernières années, notamment Ben Tre et Tra Vinh. Elle vise à réviser et à actualiser les PDSE existants (2021-2025) en y intégrant une ambition de résilience climatique à l'horizon 2050 et une approche plus axée sur les filières. Les PDSE révisés permettront de déterminer et de synchroniser le cofinancement public des activités du projet prévues au titre de la composante 2.
 - **Sous-composante/produit 1.2. Plan d'action relatif aux filières en faveur d'investissements dans des filières résilientes face aux changements climatiques, inclusives et rémunératrices.** Au cours de la première année, l'exécution d'un plan d'action approfondi relatif aux filières permettra de recenser les filières favorables aux pauvres qui contribuent à l'augmentation des revenus, incluent les femmes et les jeunes, sont résilientes et adaptées aux changements climatiques, et garantissent un accès à l'appui technique du secteur privé ou à des acheteurs de productions.
 - **Sous-composante/produit 1.3. Fonctionnement des plateformes multipartites 4P en appui aux filières prioritaires et au Plan pour le delta du Mékong.** Le projet appuiera la mise en place de plateformes 4P qui

auront pour principales fonctions de faciliter la coordination des acteurs des filières, la négociation des prix à la production, la détermination de normes de qualité, l'établissement de contrats commerciaux et le développement de l'image de marque des produits, ainsi que d'assurer la transparence du marché. La plateforme comprendra un système de résolution des conflits et de traitement des doléances. Les associations provinciales d'entrepreneurs de chaque province dirigeront la création et la mise en œuvre de plateformes 4P.

- **Sous-composante/produit 1.4. Renforcement des capacités en faveur de filières inclusives.** Cette sous-composante vise à renforcer la capacité des acteurs de la filière à promouvoir un environnement commercial favorable et à créer des incitations pour attirer les investissements prévus dans la composante 2. En s'appuyant sur les enseignements tirés de l'AMD, le projet collaborera avec des prestataires de services reconnus. Chacun de ces partenaires apportera son propre financement pour participer à l'exécution du projet. Les domaines d'intervention de l'AMD seront élargis afin d'inclure l'appui à la commercialisation, la planification de la production et des opérations, et les propositions commerciales en matière d'agriculture climato-compatible susceptibles d'être financées.

23. Composante 2/effet direct 2. Filières inclusives et climato-compatibles.

Les résultats de cette composante s'appuient sur la composante 1, notamment les plans d'action relatifs aux filières et la convergence des financements avec le PDSE et les 4 P. Les effets directs relatifs aux petits exploitants agricoles sont les suivants: participation aux filières; meilleur accès aux services financiers, à l'eau, aux infrastructures de marché et aux services de vulgarisation; adoption des technologies écologiquement durables et résilientes face aux changements climatiques, y compris en matière d'utilisation efficiente de l'eau. Tous ces éléments contribuent à créer des emplois au profit des femmes, des jeunes et des minorités ethniques. Les résultats de la composante 2 sont financés grâce au prêt du FIDA (produit 2.1) et à des contributions des secteurs public et privé.

- **Sous-composante/produit 2.1. Infrastructures résilientes face aux changements climatiques en vue d'une utilisation durable de l'eau et d'un meilleur accès aux marchés.** Le projet permettra d'investir dans les infrastructures résilientes face aux changements climatiques, nécessaires au développement inclusif des filières. Toutes les infrastructures prévues au titre du projet seront examinées en fonction de critères relatifs aux aspects sociaux et environnementaux, aux changements climatiques et à la durabilité. Les infrastructures permettront de renforcer la capacité du secteur agricole et des acteurs de la filière à mieux résister à la variabilité des conditions météorologiques et aux phénomènes climatiques défavorables.
- **Sous-composante/produit 2.2. Les producteurs et les entreprises rurales ont accès aux services financiers en vue du développement des filières.** Le projet vise à tirer parti des liens entre institutions financières officielles, PME et producteurs. Sont notamment visés les fonds appuyés par l'AMD (Fonds de développement pour les femmes, fonds autorenouvelable pour l'adaptation aux changements climatiques), les fonds publics (Fonds en faveur des exploitants agricoles, Fonds en faveur des start-up et Fonds en faveur des PME), et d'autres financements mixtes (Fonds néerlandais pour le climat et le développement).
- **Sous-composante/produit 2.3. Les petits exploitants agricoles investissent dans l'agriculture climato-compatible.** Le produit de cette sous-composante est que les petits exploitants agricoles, les femmes, les jeunes et les minorités ethniques ont accès à des technologies et à des pratiques agricoles climato-compatibles, modernes et localement adaptées. La nouvelle génération de technologies agricoles climato-compatibles

permettra de promouvoir des éléments nouveaux, comme les technologies numériques, les techniques de salubrité des aliments ou les normes de qualité. L'adoption de pratiques agricoles climato-compatibles améliorera la capacité d'adaptation des petits exploitants agricoles aux changements climatiques et leur permettra de mieux gérer les ressources rares (notamment l'eau) nécessaires à la production agricole existante ou à son amélioration.

24. **Composante 3. Gestion de projet.** La coordination du projet se fonde sur le cadre éprouvé des projets financés par le FIDA au Viet Nam, notamment sur les enseignements tirés de l'AMD. Certaines fonctions supplémentaires ont été intégrées de manière à répondre aux nouvelles exigences, notamment en matière de gestion des risques, de participation à l'élaboration des politiques et de promotion des relations et des partenariats avec le secteur privé. La question du suivi-évaluation et de la gestion des savoirs est abordée dans la section IV.B. Le manuel d'exécution du projet décrit en détail les modalités d'exécution.

C. Théorie du changement

25. Dans le cadre des projets financés par le FIDA au Viet Nam, l'adaptation aux changements climatiques, la planification participative et l'orientation vers le marché ont été intégrées dans le PDSE de 11 provinces. L'accès aux marchés a été amélioré en faveur des groupes communautaires et de groupes d'intérêt commun; de nouveaux emplois ont été créés et plus de 100 contrats 4P ont été établis. Sur la base de ces enseignements, plusieurs aspects sont explorés en vue de garantir une transformation inclusive du monde rural, telle qu'envisagée dans le cadre des politiques publiques. Toutes les interventions du projet visent à augmenter les revenus et à réduire la vulnérabilité des groupes cibles. En outre, la planification à l'échelle des provinces éclairera la planification régionale et déterminera le processus de transformation rurale dans le delta du Mékong.
26. Premièrement, le projet se concentrera sur le plan d'action relatif aux filières en renforçant la capacité d'organisation et de mobilisation des ressources provenant du secteur privé et d'autres sources du secteur public, y compris les programmes cibles nationaux.
27. Deuxièmement, le projet établira des services d'aide aux entreprises essentiels et une plateforme 4P destinée aux producteurs ruraux et à leurs organisations, ainsi qu'aux entreprises du secteur public et privé, afin de faciliter les investissements et les partenariats. L'objectif est de faire de l'agriculture une activité rentable adaptée aux changements climatiques et attractive pour les investissements du secteur privé et des institutions financières.
28. Troisièmement, le projet appliquera les produits issus du plan d'action relatif aux filières, de la plateforme 4P, des services d'aide aux entreprises et du renforcement des capacités afin d'investir dans des infrastructures résilientes face aux changements climatiques et dans des filières clés susceptibles d'augmenter les revenus des populations rurales.

D. Alignement, appropriation et partenariats

29. Le projet contribue à la réalisation des objectifs de développement durable, en particulier l'objectif de développement durable n° 1 (Pas de pauvreté), l'objectif de développement durable n° 2 (Faim zéro) et l'objectif de développement durable n° 5 (Égalité entre les sexes), des trois objectifs stratégiques du COSOP couvrant la période 2019-2025 et des objectifs du programme du FIDA en matière d'intégration des thématiques transversales (genre, jeunes, minorités ethniques et la résilience face aux changements climatiques).
30. Le projet est conforme aux objectifs stratégiques du Gouvernement vietnamien dans trois domaines de développement clés: i) faciliter un développement rural axé sur le marché, ii) améliorer l'accès des populations pauvres aux marchés des

produits de base et du travail, iii) renforcer la capacité des ruraux pauvres à s'adapter aux changements climatiques. Ces objectifs sont formulés dans le PDSE pour 2021-2025, la stratégie de développement socioéconomique pour 2021-2030, le projet de relèvement de l'agriculture, le programme national de lutte contre les changements climatiques et en faveur d'une croissance verte pour 2016-2020, le plan pour le delta du Mékong, le programme de transformation agricole et la résolution gouvernementale n° 120.

31. Le FIDA collabore avec d'autres acteurs et partenaires de développement, notamment la Banque mondiale, la Banque asiatique de développement, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et le Gouvernement néerlandais, ainsi qu'avec des organismes bilatéraux, dont le Fonds africain de développement et l'Agence allemande de coopération internationale. Le FIDA est un membre actif du groupe de travail sur le delta du Mékong, qui conseille le Gouvernement vietnamien sur les orientations stratégiques à suivre au regard des changements climatiques dans la région.

E. Coût, avantages et financement

Coût du projet

32. Le coût du projet est estimé à 136,4 millions d'USD pour une période de cinq ans. Le projet est financé par un prêt du FIDA de 43 millions d'USD (32% du coût du projet). Le Gouvernement vietnamien contribuera à hauteur de 11,2 millions d'USD en espèces (8%) et de 6,6 millions d'USD en nature (5%). Les bénéficiaires fourniront une contribution en nature à concurrence de 4,59 millions d'USD (3%). Les institutions financières, y compris le Fonds néerlandais pour le climat et le développement, contribueront à hauteur de 52% du coût du projet. Un financement supplémentaire du secteur privé sera proposé aux groupes de producteurs et mis à disposition en vue d'investissements dans le développement des PME et des filières.
33. En outre, une initiative de développement des filières lancée par le FIDA et l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, ciblant les femmes et les jeunes de Ben Tre et financée par un don de 0,5 million d'USD du Fonds d'affectation spéciale pluripartenaire des Nations Unies pour l'action face à la COVID-19 et pour le relèvement, appuiera la phase de démarrage du projet en se fondant sur les premiers enseignements tirés du développement de filières inclusives. Des relations de collaboration seront instaurées avec d'autres projets financés au niveau international, tels que le projet intitulé « *Development Smart Innovation through Research in Agriculture* » (Innovations en faveur d'un développement avisé grâce à la recherche agricole), financé par l'Union européenne et mis en œuvre par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement, et le projet de développement des PME dans la province de Tra Vinh financé par le Gouvernement canadien.
34. **Financement de l'action climatique.** Le financement de l'action climatique du FIDA dans le cadre du projet est provisoirement estimé à 18,53 millions d'USD, principalement au titre de la sous-composante 2.1.

Stratégie de financement et de cofinancement

35. Le financement du projet comprend un prêt du FIDA de 43 millions d'USD à des conditions ordinaires et des financements au niveau national, notamment de la part du Gouvernement vietnamien, des bénéficiaires, de banques, du Fonds de développement pour les femmes, d'entreprises du secteur privé et du Fonds néerlandais pour le climat et le développement. Conformément au décret 56 du Gouvernement sur l'aide publique au développement, le prêt du FIDA peut uniquement servir à investir dans des infrastructures publiques. Toutes les autres activités du projet feront l'objet d'un partage des coûts avec d'autres sources de financement nationales et internationales.

36. La plupart des financements nationaux ont été confirmés. Dans le cadre du projet, il est envisagé de conclure un mémorandum d'accord avec le Fonds néerlandais pour le climat et le développement, qui précisera la stratégie d'investissement conjointe assortie de cibles bien définies. Comme indiqué dans l'analyse économique et financière, le projet produira des avantages importants même sans le financement du Fonds néerlandais pour le climat et le développement.

Tableau 1

Coûts du projet par composante et sous-composante et par source de financement*
(en milliers d'USD)

<i>Total</i>	<i>Prêt du FIDA</i>		<i>Fonds de contrepartie</i>		<i>Contrepartie en nature</i>		<i>Bénéficiaires</i>		<i>Institutions de financement</i>		<i>Secteur privé</i>		<i>Total</i>	
									<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>
<i>Composante</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>
1. Coordination en faveur d'une transformation rurale durable et inclusive	-	-	1 256	70,7	-	-	-	-	-	-	521	29	1 778	1
2. Filières inclusives et climato-compatibles	42 991	33,4	5 099	4,0	5 581	4	4 596	4	70 408	55	-	-	128 674	94
3. Gestion de projet	-	-	4 880	82,3	1 051	18	-	-	-	-	-	-	5 931	4
Coût total du projet	42 991	31,5	11 235	8,2	6 632	5	4 596	3	70 408	52	521	1	136 383	100

* Le coût détaillé du projet par composante et par bailleur de fonds pour chaque province (Ben Tre et Tra Vinh) figure au tableau 4 de l'appendice 3 du rapport de conception du projet, disponible en anglais à l'adresse <https://www.ifad.org/documents/38711624/39485424/Viet+Nam+2000002335+CSAT+Project+Design+Report+July+2021.pdf/be5cc685-39e0-d46a-7b3b-40f1adfa9f7d?t=1628613795609>.

Tableau 2

Coûts du projet par catégorie de dépenses et par source de financement*

(en milliers d'USD)

Total	Prêt du FIDA		Fonds de contrepartie		Contrepartie en nature		Bénéficiaires		Institutions de financement		Secteur privé		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
I. Dépenses d'investissement														
A. Équipements et matériel	-	-	278	100	-	-	-	-	-	-	-	-	278	-
B. Crédit, fonds de garantie	-	-	-	-	-	-	-	-	68 600	100	-	-	68 600	50
C. Dons et subventions	-	-	-	-	-	-	-	-	1 448	100	-	-	1 448	1
D. Travaux	42 991	78	4 777	9	3 406	6	3 803	7	-	-	-	-	54 977	40
E. Services de consultants	-	-	1 205	63	325	17	-	-	361	19	18	1	1 909	1
F. Ateliers	-	-	266	77	-	-	-	-	-	-	80	23	346	-
G. Formations	-	-	939	69	-	-	-	-	-	-	423	31	1 362	1
H. Véhicules	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total des dépenses d'investissement	42 991	33	7 464	6	3 731	3	3 803	3	70 408	55	521	-	128 919	95
II. Dépenses récurrentes														
A. Dépenses de fonctionnement	-	-	659	20	1 850	56	793	24	-	-	-	-	3 302	2
B. Salaires et traitements	-	-	3 111	75	1 051	25	-	-	-	-	-	-	4 162	3
Total des dépenses récurrentes	-	-	3 770	51	2 901	39	793	11	-	-	-	-	7 464	5
Coût total du projet	42 991	32	11 235	8	6 632	5	4 596	3	70 408	52	521	-	136 383	100

* Le coût détaillé du projet par composante et par bailleurs de fonds pour chaque province (Ben Tre et Tra Vinh) figure au tableau 6 de l'appendice 3 du rapport de conception du projet, disponible en anglais à l'adresse <https://www.ifad.org/documents/38711624/39485424/Viet+Nam+2000002335+CSAT+Project+Design+Report+July+2021.pdf/be5cc685-39e0-d46a-7b3b-40f1adfa9f7d?t=1628613795609>.

Tableau 3
Coût du projet par composante et par année du projet*
(en milliers d'USD)**

Composante	2022	2023	2024	2025	2026	Total
	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant
1. Coordination en faveur d'une transformation rurale durable et inclusive	534	426	411	341	65	
2. Filières inclusives et climato-compatibles	11 024	30 978	31 769	32 571	22 332	128 674
3. Gestion de projet	1 127	1 145	1 218	1 180	1 262	5 932
Total	12 685	32 549	33 398	34 092	23 659	136 383

* Le coût détaillé du projet par composante et par année du projet pour chaque province (Ben Tre et Tra Vinh) figure au tableau 5 de l'appendice 3 du rapport de conception du projet, disponible en anglais à l'adresse <https://www.ifad.org/documents/38711624/39485424/Viet+Nam+2000002335+CSAT+Project+Design+Report+July+2021.pdf/be5cc685-39e0-d46a-7b3b-40f1adfa9f7d?t=1628613795609>.

** Totaux incluant les provisions pour imprévus.

Décaissement

37. **Comptes désignés.** Dès l'entrée en vigueur des deux accords de financement pour les provinces de Ben Tre et de Tra Vinh, le Gouvernement vietnamien sera tenu d'ouvrir et de maintenir un compte désigné pour chaque province. Les deux comptes désignés seront ouverts auprès d'une banque commerciale dans la monnaie du prêt et gérés selon les modalités propres aux comptes d'avances temporaires.
38. **Comptes de projet.** L'unité de gestion du projet (UGP) de chaque province ouvrira et maintiendra dans sa trésorerie respective les comptes de projet libellés en monnaie locale pour financer les opérations du projet. Les comptes de projet seront réapprovisionnés si nécessaire à partir des comptes désignés, sur demande de l'UGP soumise au Ministère des finances et conformément aux dépenses prévues dans les plans de travail et budgets annuels (PTBA) approuvés.
39. **Coûts de démarrage.** Le Gouvernement vietnamien peut demander des retraits anticipés d'un montant maximum de 300 000 USD pour chaque province, après l'entrée en vigueur des accords de financement et avant la satisfaction des conditions préalables au retrait.

Résumé des avantages et analyse économique

40. Les **avantages directs du projet** sont évalués comme étant principalement des investissements dans des infrastructures climato-compatibles, au bénéfice de 60 000 ménages. L'analyse économique et financière se concentre sur ces bénéficiaires dans la sous-composante 2.1.
41. Les **avantages indirects** attendus des autres composantes sont notamment une planification adéquate des investissements dans les infrastructures, un ciblage pertinent des groupes bénéficiaires, une amélioration des capacités en matière d'agriculture climato-compatible et l'accès aux services financiers et à l'emploi. Ces avantages profitent à 20 000 ménages, en plus des 60 000 ménages susmentionnés, notamment grâce aux créations d'emplois, à l'amélioration des capacités en matière d'agriculture climato-compatible et à d'autres fonctions liées aux filières, ainsi qu'à l'accès à des financements. Les hypothèses correspondantes sont présentées en détail dans l'annexe IV du rapport de conception du projet.
42. Les résultats financiers attendus du projet sont positifs, la valeur actuelle nette s'élevant à 52 millions d'USD. Le taux de rentabilité interne du projet est estimé à 32,1%. L'analyse de sensibilité indique que les résultats du projet restent positifs dans tous les scénarios envisagés, y compris dans le cas d'une réduction des avantages du projet de 25%, d'une augmentation de ses coûts de 25% et d'un retard de deux ans dans la réalisation de ses objectifs. L'analyse se fonde sur un taux d'actualisation de 7%, qui est supérieur au taux d'intérêt des obligations nationales à long terme.

Stratégie de sortie et durabilité

43. La stratégie de sortie du projet prévoit le transfert progressif de ses produits relatifs à l'élaboration des politiques ainsi que de l'approche et des outils en faveur de filières inclusives et climato-compatibles relevant du programme de transformation agricole. La composante 1 sera entièrement financée et intégrée dans les structures gouvernementales provinciales. Pour assurer l'intégration des produits du projet, notamment le plan d'action relatif à la filière, la stratégie de sortie définit les rôles, les responsabilités et les mécanismes relatifs à la poursuite des activités. Dans le cadre de la composante 2, la supervision, l'exploitation et la maintenance des infrastructures incombent aux autorités provinciales. La gestion de l'irrigation sera assurée par des groupes d'usagers de l'eau qui seront créés et appuyés comme condition préalable aux investissements du projet. Les services financiers en milieu rural restent assurés par le Fonds de développement pour les femmes, les fonds publics et les banques privées participantes.
44. La capacité des producteurs à faire face aux changements climatiques est une condition essentielle de la durabilité. Le projet apporte l'appui institutionnel nécessaire en tenant compte des ressources financières requises. Sur la base de l'expérience de l'AMD, il promeut les innovations, l'apprentissage et l'exécution en tant que mécanismes continus dirigés par les comités populaires provinciaux, l'Université de Can Tho et la plateforme 4P. Le secteur privé facilite les transferts de technologies (y compris numérique) et de connaissances afin d'assurer un flux constant de produits de haute qualité et d'obtenir une confiance accrue des marchés et des consommateurs finaux.

III. Risques

A. Risques et mesures d'atténuation

45. L'appendice 3 du rapport de conception du projet contient la matrice intégrée des risques de projet. Cette matrice sera mise à jour au cours de l'exécution du projet. Les principaux risques recensés sont les suivants: i) répercussions de la pandémie de COVID-19 sur l'économie plus importantes que prévu, réduction des recettes publiques et incapacité des pouvoirs publics à fournir des fonds suffisants aux provinces aux fins de l'exécution de programmes de développement tels que le présent projet; ii) augmentation de la fréquence et de l'intensité des phénomènes climatiques dans les zones du projet, avant ou pendant son exécution.
46. Les mesures d'atténuation des risques ci-après ont notamment été prises. Premièrement, le projet est pleinement intégré au programme de transformation agricole à l'échelle du pays, c'est-à-dire qu'il constitue un programme public essentiel. Deuxièmement, le projet prévoit des approches participatives et axées sur la demande, conformément aux orientations émanant du plus haut niveau politique. Troisièmement, les protocoles des autorités publiques ont favorisé une gestion efficace des catastrophes climatiques dans le passé. Le projet complète les programmes de gestion des risques de catastrophe en favorisant la résilience *ex ante* et un redressement rapide après une catastrophe climatique.

Tableau 4
Risques et mesures d'atténuation

<i>Domaine de risque</i>	<i>Risque inhérent</i>	<i>Risque résiduel</i>
Contexte national	Modéré	Modéré
Stratégies et politiques sectorielles	Substantiel	Modéré
Contexte environnemental et climatique	Substantiel	Modéré
Portée du projet	Modéré	Modéré
Capacités institutionnelles d'exécution et durabilité	Modéré	Modéré
Gestion financière	Modéré	Faible
Passation des marchés au titre du projet	Modéré	Modéré
Impact environnemental, social et climatique	Faible	Faible
Parties prenantes	Modéré	Modéré
Risque global	Modéré	Modéré

B. Catégorie environnementale et sociale

47. Dans le cadre des Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique (PESEC) du FIDA, les impacts sociaux et environnementaux potentiels du projet ont été classés dans la **catégorie B** (risque faible à modéré). La plupart, sinon la totalité des investissements du projet visent à renforcer la résilience des populations et de leurs activités productives face aux changements climatiques et à améliorer la gestion des ressources naturelles. Le projet permettra d'améliorer la gestion des eaux souterraines et de protéger les terres cultivées contre l'intrusion d'eau salée ainsi que les ressources en eau libre contre la pollution. Il favorisera une meilleure gestion des terres, l'agriculture biologique et les bonnes pratiques agricoles en vue de répondre à la demande croissante du marché. Les PESEC comprennent le plan de gestion environnementale et sociale relatif à l'ensemble du projet et le cadre de gestion environnementale et sociale des investissements dans les infrastructures résilientes face aux changements climatiques.

C. Classement au regard des risques climatiques

48. Dans le cadre des PESEC, le risque climatique du projet a été classé comme élevé. Les zones cibles de Ben Tre et de Tra Vinh ont été exposées à des événements climatiques extrêmes, principalement la sécheresse et la salinisation. L'eau salée s'infiltré dans les terres cultivées et les nappes phréatiques depuis plus de dix ans, affectant les moyens d'existence et l'économie de toute la région du delta du Mékong. Dans les deux provinces, qui sont situées dans les estuaires du delta, les agriculteurs ont délaissé le riz au profit d'autres cultures ou de la pisciculture. Les investissements du projet, notamment en matière d'infrastructures, seront réalisés dans les zones côtières de faible altitude et dans d'autres régions ayant été touchées par des phénomènes météorologiques extrêmes. Le projet encouragera les activités agricoles dans les zones marginales et/ou fortement dégradées en vue de réduire la vulnérabilité aux phénomènes climatiques.

D. Soutenabilité de la dette

49. Le ratio dette extérieure/produit intérieur brut du Viet Nam a fortement diminué pour s'établir à 45,6% en 2018, et devrait augmenter modérément pour atteindre 47,2% en 2019. La dette extérieure publique et garantie par l'État est sur une tendance à la baisse, à 24% du produit intérieur brut, en raison du fait que les autorités se sont tournées vers les sources de financement nationales et ont limité les garanties. Selon l'approche du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale en matière d'analyse de la viabilité de la dette, la dette globale du Viet Nam est considérée comme soutenable, et le pays bénéficie d'un large accès aux marchés de capitaux internationaux.

IV. Exécution

A. Cadre organisationnel

Gestion et coordination du projet

50. Le Ministère des finances et le Ministère de la planification et de l'investissement assurent la supervision au niveau national et en relation avec le FIDA. Le Gouvernement désigne les comités populaires provinciaux de Ben Tre et de Tra Vinh, respectivement, en tant que principaux organismes d'exécution du projet. Ces comités mettront sur pied un comité de pilotage du projet dans chaque province, dirigé par le président ou le vice-président du comité provincial. Les comités de pilotage ont pour mission de diriger l'exécution du projet et d'assurer la coordination et l'intégration avec tous les programmes cibles nationaux et les projets financés par les donateurs.
51. Chaque comité populaire provincial mettra en place une UGP qui sera spécifiquement responsable de la gestion courante du projet.

Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

52. Un projet de manuel de gestion financière a été élaboré à l'intention du Gouvernement vietnamien et du FIDA. Un logiciel de comptabilité basé sur le Web sera défini et adapté avant le démarrage du projet pour la tenue des registres comptables, conformément aux normes comptables nationales, aux rapports financiers intermédiaires et aux états financiers consolidés du projet. Il créera un cadre de contrôle intégrant des audits internes périodiques, des audits externes indépendants et des garanties sociales fondées sur les politiques du FIDA.
53. Le risque inhérent au pays est considéré comme substantiel. Selon l'indice de perception de la corruption 2020 de Transparency International, le Viet Nam obtient un score de 36, ce qui le place au 104^e rang sur 180 pays. Malgré des améliorations significatives, la corruption reste une grande préoccupation pour le Gouvernement vietnamien. Toutefois, le risque inhérent à la gestion financière du projet est modéré et sera ramené à un niveau faible après la mise en œuvre de mesures d'atténuation (appendice 3 du rapport de conception du projet).
54. La passation des marchés se fera conformément à la loi sur la passation des marchés n° 43/2013/QH13, au décret 63/2014/ND-CP et aux règlements relatifs aux marchés publics mis à jour ultérieurement, qui ont été jugés conformes aux dernières directives du FIDA en la matière.
55. La Politique du FIDA en matière de prévention de la fraude et de la corruption dans le cadre de ses activités et opérations s'inscrit dans le cadre juridique du Fonds², qui s'applique à tous les emprunteurs et bénéficiaires de ses financements. Les UGP provinciales veilleront à ce que les activités du projet soient exécutées en toute transparence.

Participation des bénéficiaires et traitement des doléances³

56. Le processus de planification participative du projet constitue la pierre angulaire de la participation active des groupes cibles et des parties prenantes à la prise de décisions. Le consentement préalable, libre et éclairé et un plan relatif aux minorités ethniques garantiront la mise en œuvre d'un mécanisme de retour d'information permettant de faire connaître les demandes, les préoccupations et les risques et d'élaborer des mesures d'atténuation des risques. Le projet diffusera en outre des informations publiques de manière proactive sur l'exécution et les résultats du projet afin de créer un environnement propice à la participation des parties prenantes.

² Directives pour la passation des marchés relatifs aux projets, Conditions générales applicables au financement du développement agricole, Code de conduite du FIDA.

³ Voir <https://webapps.ifad.org/members/eb/128/docs/french/EB-2019-128-R-13.pdf?attach=1>.

Mécanisme de traitement des doléances

57. Le mécanisme actuel de recours en matière de doléances sera renforcé, conformément aux lois et réglementations nationales applicables. Les mécanismes de traitement des doléances du projet comportent deux niveaux. Le niveau 1, interne, concerne les collectivités ciblées, tandis que le niveau 2 prévoit la médiation d'une tierce partie ou externe. Des comités de traitement des doléances seront mandatés au niveau des villages, des districts et des provinces, afin de faire remonter les plaintes. Au niveau des villages, les mécanismes actuels de traitement des doléances sont présidés par des doyens et/ou des chefs spirituels ou tribaux, qui sont largement acceptés par les populations locales, notamment les membres des minorités ethniques.

B. Planification, suivi-évaluation, apprentissage, gestion des savoirs et communication

58. En tant qu'instrument clé de la planification du projet, le PTBA sera élaboré selon une approche participative basée sur les plans d'action relatifs aux filières, les plans d'investissement 4P et les PDSE tenant compte des changements climatiques, orientés vers le marché et participatifs, comme indiqué dans le manuel d'exécution du projet.
59. Le système de suivi-évaluation est intégré dans le système d'information de gestion du projet, qui comprend la gestion de projet, la gestion financière, la passation des marchés et les progrès matériels, assurant ainsi un compte rendu en temps réel. Le système d'information de gestion constituera la plateforme qui permettra à tous les organismes d'exécution de communiquer et d'examiner les données relatives à l'avancement du projet aux fins de planification, de compte rendu et de modification des plans d'exécution. Des données précises sur le projet contribueront à la gestion des savoirs et à la concertation sur les politiques. Les produits, les résultats et les indicateurs d'impact ont tous un lien de causalité, comme le prévoit le cadre logique du projet.
60. La stratégie de gestion des savoirs est intégrée à celle du pôle du Mékong et s'appuie sur les éléments clés suivants: i) un programme de gestion des savoirs en faveur de l'apprentissage et de la reproduction des bonnes pratiques et des enseignements tirés du projet parmi les parties prenantes; ii) un appui en faveur d'un programme plus large de gestion des savoirs visant à informer les décideurs publics et à encourager la diffusion des innovations, ainsi qu'à éclairer l'élaboration des politiques.
61. Le projet produira des supports de communication synthétisant les exemples de réussite et destinés à être distribués lors de conférences, d'ateliers, de parcours d'apprentissage, et diffusés à la radio, à la télévision, par courrier électronique, sur les sites Web et dans les médias sociaux. Le projet prévoit une coopération étroite avec les bureaux de coordination nationaux responsables des programmes cibles nationaux et avec le groupe de recherche sur les politiques de recherche et de développement agricoles, dans le cadre de dons en cours financés par le FIDA, afin de transposer les innovations du projet à plus grande échelle.

Innovations et reproduction à plus grande échelle

62. Les innovations attendues sont les suivantes: i) application d'une approche de développement du paysage aux fins de la transformation rurale; ii) PDSE interprovinciaux avec mécanisme de coordination pour l'appui aux filières climato-compatibles; iii) modèles d'infrastructures climato-compatibles; iv) purification efficace de l'eau destinée aux filières de l'aquaculture et de la production de crevettes à haute productivité et faisant l'objet de mesures de protection contre les maladies; v) gestion informatisée de la salinité et de l'eau, applications pour la lutte contre les parasites et commercialisation en ligne.

C. Plans d'exécution

Plans de préparation à l'exécution et de démarrage

63. Le prêt du FIDA devrait être approuvé par le Conseil d'administration en septembre 2021. Le Gouvernement vietnamien devrait approuver les deux accords de financement et les inclure dans les plans d'investissement nationaux et provinciaux et dans le budget 2021-2025 au cours du quatrième trimestre 2021.
64. Après l'approbation du projet, les comités populaires provinciaux procéderont au recrutement des membres de leurs UGP respectives. Ces dernières élaboreront un plan de démarrage détaillant les activités requises aux fins de l'exécution. Les activités comprennent la mise au point d'une première version du manuel d'exécution du projet, l'ouverture des comptes désignés et des comptes de projet, la mise en place des mécanismes de suivi-évaluation, de gestion financière et de passation de marchés, l'élaboration du PTBA et du plan prévu pour la passation de marchés tel que décrit dans le rapport de conception du projet.

Supervision, examen à mi-parcours et plans d'achèvement

65. Le bureau de pays du FIDA au Viet Nam effectuera régulièrement des missions de supervision et d'appui, conformément aux directives du Fonds. Il sera appuyé par les équipes régionales de la Division des services de gestion financière et du Département de la stratégie et des savoirs. Des consultants techniques, principalement nationaux, seront recrutés en fonction des besoins pour assurer un appui technique ciblé. Un sondage à mi-parcours et un examen à mi-parcours seront réalisés au cours de la troisième année. Toutes les missions seront exécutées en étroite collaboration avec les autorités nationales et locales, les partenaires de développement et les autres institutions concernées.
66. L'UGP dirigera l'élaboration du rapport d'achèvement du projet et bénéficiera de l'appui du bureau de pays. De même, le rapport d'achèvement du projet sera précédé d'un sondage final et sera complété par des consultations avec les parties prenantes.

V. Instruments et pouvoirs juridiques

67. Au titre du même numéro de projet, deux accords de financement sont conclus entre la République socialiste du Viet Nam et le FIDA, l'un relatif à la province de Ben Tre et l'autre à la province de Tra Vinh, qui constituent la zone géographique du projet; les deux accords de financement susmentionnés constitueront les instruments juridiques aux termes desquels le financement proposé sera consenti à l'Emprunteur.
68. En raison des restrictions imposées dans le pays du fait de la COVID-19, un exemplaire des accords de financement négociés, l'un relatif à la province de Ben Tre et l'autre relatif à la province de Tra Vinh, sera soumis lors d'une session ultérieure du Conseil d'administration. Comme suite à l'avis remis au FIDA concernant l'approbation de la politique d'investissement relative au projet par le Premier Ministre de la République socialiste du Viet Nam le 26 novembre 2021, les discussions techniques consacrées aux accords de financement ont pu avoir lieu le 30 novembre 2021. Ces discussions donneront lieu à des négociations officielles une fois que les autorisations définitives auront été obtenues par le représentant de l'Emprunteur. Le Conseil d'administration est prié d'approuver le projet à condition que toute modification importante des conditions présentées au Conseil qui serait susceptible de survenir au cours des négociations finales soit portée à l'attention du Conseil au cours d'une session ultérieure.
69. La République socialiste du Viet Nam est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
70. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

VI. Recommandation

71. Je recommande au Conseil d'administration d'approuver le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République socialiste du Viet Nam un prêt à des conditions ordinaires d'un montant de quarante-trois millions de dollars des États-Unis (43 000 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Gilbert F. Hougbo

Negotiated financing agreements

(Un exemplaire des accords de financement négociés sera mis à disposition lors d'une session ultérieure du Conseil d'administration.)

Logical framework

*Note: this version is compressed to meet the space limitations of this Report; for the full logframe please refer to the PDR version.

Results Hierarchy	Indicators				Means of Verification			Assumptions
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Source	Frequency	Responsibility	
Outreach	1 Persons receiving services promoted or supported by the project				MIS	Annual	PMU	
	Total number of persons receiving services - Number of people	0	48000	120000				
	1.a Corresponding number of households reached				MIS	Annual	PMU	
	Households - Households	0	24000	60000				
	1.b Estimated corresponding total number of households members				MIS	Annual	PMU	
	Household members - Number of people	0	100000	210000				
Project Goal Sustainable and climate resilient rural transformation in Ben Tre and Tra Vinh province	Decrease in provincial multi-dimensional poverty incidence for BT and TV				Outcome & Impact survey, DOLISA report	Benchmark, Mid-term, Final	PMU, DOLISA	Provincial governments committed to regional integrated market-led socio-economic development planning as indicated in Resolution 120, and Decision 324 Economic and social stability in target
	Decrease Percentage (%)	0	10	20				
	Smallholder households report increased resilience to climate, environmental and economic shocks of > 20% , by P, V, S, A, EM				Outcome survey	Benchmark, Mid-term, Final	PMU	

	Tra Vinh smallholder HH - Households	0	10000	24500				provinces Law and policies on gender equality are strongly enforced at all levels
	Ben Tre smallholder HH - Households	0	7000	17500				
Development Objective Sustainable income opportunities and improved rural livelihoods for poor households and their women, men, EM and youth in Tra Vinh and Ben Tre provinces	Percentage of income increase among vulnerable and poor people in BT and TV				Outcome & Impact survey, MIS	Benchmark, Mid-term, Final	PMU	
	Income increase - Percentage (%)	0	10	15				
	IE.2.1 Individuals demonstrating an improvement in empowerment				Outcome & Impact survey	Benchmark, Mid-term, Final	PMU	
	Total persons - Percentage (%)	0	30	80				
Outcome 1. Effective provincial & regional coordination for sustainable and inclusive rural transformation established	SF.2.2 Households reporting they can influence decision-making of local authorities and project-supported service providers				Outcome survey	Annual at mid-term	PMU	
	Households (%) - Percentage (%)	0	30	70				
	Policy 3 Existing/new laws, regulations, policies or strategies proposed to policy makers for approval, ratification or amendment				MIS, Outcome survey	Annual at mid-term	PMU	
	Number - Number	0	1	2				
	2.2.3 Rural producers' organizations engaged in formal partnerships/agreements or contracts with public or private entities				MIS, Outcome survey	Annual at mid-term	PMU	
	Percentage of POs - Percentage (%)	0	40	70				
Output 1.1. Provincial and	Policy 1 Policy-relevant knowledge products completed				MIS	Annual	PPCs/PMU	

sectoral plans for the period 2021-2025 promote innovative pro-poor, gender empowerment and climate resilient VC development completed	Number Knowledge Products - 0 8 10					
Output 1.2. Value chain action planning (VCAP) for climate resilient, inclusive, and remunerative value chain investment.	At least 8 value chain action plans (VCAP) prepared in each province.	MIS	Annual	PMU	Farm households are able to finance their part of the investment facility	
	Action Plans Number - 0 8 8					
Output 1.3. Functioning of 4P multi-stakeholder platforms in support of priority value chains & Mekong Delta Plan supported	Policy 2 Functioning multi-stakeholder platforms supported	MIS	Annual	PMU	Provincial authorities maintain ARD as priority sector for Provincial investment.	
	Number Platforms - 0 5 10					
Output 1.4 Enhanced Capacities for building inclusive value chains	2.1.1 Rural enterprises accessing business development services	MIS	Annual	PMU	Private investors are interested in investing in business opportunities in smallholders agriculture along conditions promoted by the programme	
	Rural enterprises - 0 300 600					
	2.1.3 Rural producers' organizations supported	MIS	Annual	PMU		
	Rural POs supported Organizations - 0 2000 4000					
Outcome 2. Inclusive and climate	2.2.6 Households reporting improved physical access to markets, processing and storage facilities	Outcome survey	Annual at Mid term	PMU	Local enterprises are able to finance their part of the investment facility	

resilient value chains established	Households reporting improved physical access to markets - Households	0	10000	30000				Valid agricultural innovations available from research institutions and private sector
	2.2.1 New jobs created				Outcome survey	Annual at Mid term	PMU	
	New jobs - Jobs	0	500	1000				
	3.2.2 Households reporting adoption of environmentally sustainable and climate-resilient technologies and practices				MIS, Outcome survey	Annual at Mid term	PMU	
Households - Percentage (%)	0	30	70					
Output 2.1 Climate resilient infrastructure for sustainable water usage and enhanced access to markets	2.1.5 Roads constructed, rehabilitated or upgraded				MIS	Annual	PMU	Provincial governments integrate other financial resources as cofinancing for infrastructure investment. No major change in financial climate, lending terms
	Length of roads -	0	100	260				
	1.1.2 Farmland under water-related infrastructure constructed/rehabilitated				MIS	Annual	PMU	
Hectares of land - Area (ha)	0	8000	15000					
Output 2.2 Rural producers and enterprises access RF services for VC development	1.1.5 Persons in rural areas accessing financial services				MIS	Annual	PMU	Private investors are interested in investing in business opportunities in smallholders agriculture along conditions promoted by the programme
	Total persons accessing financial services - savings - Number of people	0	8000	17000				
Output 2.3 Smallholder farmers invest in climate smart agriculture (CSAT)	3.1.1 Groups supported to sustainably manage natural resources and climate-related risks				MIS	Annual	PMU	Farm households Producer groups are interested in inclusive value chain, and are able to finance their part of the investment facility
	Groups supported - Groups	0	2500	4000				

Integrated project risk matrix

Country Context	Moderate	Moderate
Political Commitment	Moderate	Moderate
<p>Risk:</p> <p>Government is unable to provide the resources from implementation of the NTPs, the Resolution 120, Decision 324, and Decision 825 in MKD.</p>	Moderate	Moderate
<p>Mitigations:</p> <p>Agreements on funding targets and modality are included in the design report and financing agreement. Include explicit text in the Financing Agreement on counterpart funding – including district levels – and loan recovery.</p>		
Governance	Moderate	Moderate
<p>Risk:</p> <p>Governance systems are in place and functioning well. Corruption is a concern, albeit recent policies brought improvements.</p>	Moderate	Moderate
<p>Mitigations:</p> <p>IFAD exercises close supervision and audit of project expenditures and processes.</p>		
Macroeconomic	Moderate	Moderate
<p>Risk:</p> <p>External shocks risk macro-economic stability such as USA-China trade war and COVID19 induced restrictions on global and national markets.</p>	Moderate	Moderate
<p>Mitigations:</p> <p>CSAT invests in value chain that target national market demand. They will be less affected from external shocks. Market information system are building up in Viet Nam , including those supported under CSAT, and they provide better information to producers and traders to respond to oncoming market fluctuations. In addition, a covid-19 grant has been obtained with UNIDO to facilitate adoption of digital innovations which have proved crucial to mitigate some of covid impacts on value chain and extension services.</p>		
Risk:	Moderate	Moderate

The COVID-19 pandemic impacts stronger than anticipated on the economy; public revenues are reduced and Government may not be able to provide sufficient funds to the provinces for development programmes like CSAT		
Mitigations: The Government of Viet Nam has managed well the COVID pandemic, as reflected by just 5119 total COVID cases (May 23 2021), and sustained economic growth. There is high commitment from GoV and two provinces. Loan agreement signed and enforced by GoV and IFAD to ensure sufficiently provided fund for project.		
Fragility and Security	Moderate	Moderate
Risk: Viet Nam is highly exposed to climate change induced shocks. Government has managed COVID19 extremely well thus far. The political system is robust.	Moderate	Moderate
Mitigations: Government institutions are well organized and experienced in mitigating disasters. CSAT integrated resilience approach shall also help address various economic and environmental shocks.		
Sector Strategies and Policies	Substantial	Moderate
Policy alignment	Moderate	Moderate
Risk: Viet Nam has become a lower middle-income country, graduated to from IDA to less concessional IBRD terms in 2017. GoV has put in place new policies on ODA financing (Decree 56/2020) that reflect the new situation. New ODA type investments such as IFAD funded projects need to focus on infrastructure only. This policy prevents to apply common IFAD investments in capacities building of poor people. In turn, it makes it difficult to reach IFAD 's target groups effectively unless non-lending resources can be mobilized.	Moderate	Moderate
Mitigations: The project design is fully aligned with Viet Nam's Agricultural Restructuring Plan, the New Rural Development Programme, the Resolution 120 and its decisions (324, 825). This enables CSAT to mobilise large domestic funds to co-finance capacity building and other 'soft' investments.		
Policy Development and Implementation	Substantial	Moderate
Risk:	Substantial	Moderate

Key risk for the Mekong Delta and the IFASD target groups is a lack of coordination for implementing key policies such as resolution 120.		
Mitigations: CSAT promotes strong institutional linkages through coordinated inter-provincial planning to the Agricultural Transformation Programme and the Mekong Delta Plan.		
Environment and Climate Context	Substantial	Moderate
<i>Project vulnerability to environmental conditions</i>	<i>Substantial</i>	<i>Moderate</i>
Risk: CSAT's investment in infrastructure may cause negative environmental impacts including forest clearance, air pollution, over-use of water. CSAT's supports to agricultural value chain development may coincide with a greater use of pesticides, herbicides, chemical fertiliser and plastics.	Substantial	Moderate
Mitigations: CSAT develops Environment and Social Management Framework (ESMF) which guides the preparation of site-specific Environmental and Social Management Plan (ESMP) and Free Prior and Informed Consent (FPIC) procedures to ensure environmental and social assessment and consultation are done for the sub-project implementation. This aims to mitigate the potential adverse impacts from project interventions, or reduce them to an acceptable level. CSAT promotes CSA practices, including the use of organic fertilisers, pest and weed control, among others. Market opportunities exist for expanding organic production of high value crops. Extension efforts focus on minimizing potential negative impacts arising from agricultural value chain development.		
<i>Project vulnerability to climate change impacts</i>	<i>Substantial</i>	<i>Moderate</i>
Risk: The SECAP review note classifies the Project as High under the climate risk category. In-depth climate risks analysis foresee increasing temperature, change in rainfall patterns, and increasing risks of sea level rise. Risks for investments in infrastructure and crops would be substantial if adaptation measures such as CSA were not adopted.	Substantial	Moderate
Mitigations: CSAT promotes a number of risk mitigation measures: (i) Climate and environmental risks are addressed in SEDP and VCAP; (ii) Provincial and sectoral climate change action plans		

are updated; (iii) CSA is widely promoted and supported through capacity building, learning and dissemination; and (vi) Requirement for preparation of site-specific ESMPs for sub-projects which will incorporate specific mitigation measures to address climate risks from proposed interventions.		
Project Scope	Moderate	Moderate
Project Relevance	Moderate	Moderate
Risk: CSAT is not responding adequately to key challenges and related, recent policies on the Mekong Delta.	Moderate	Moderate
Mitigations: CSAT is fully aligned with key policies: Resolution 120 and MDP. Domestic funding amounts to about 30 per cent. Intensive consultation process took place. Strong financial contribution as national co-finance is about 39 per cent of which GoV provides about 10 per cent.		
Technical Soundness	Moderate	Moderate
Risk: The project activities require coordination and planning, and institutions may not have capacities.	Moderate	Moderate
Mitigations: (i) Establishment of effective management and coordination structures in two provinces is well established; (ii) Ownership and lead by provincial governments (PPC); (iv) improvement of existing planning and technical instruments rather than new one.		
Institutional Capacity for Implementation and Sustainability	Moderate	Moderate
Implementation Arrangements	Moderate	Moderate
Risk: Lack of adequate human and financial resources. Challenges in terms of coordination capacities and costs considering the size of PMU (22 in each province), the number of partners including several financing partners with potential different reporting and planning requirements.	Moderate	Moderate
Mitigations: Provincial governments and line agencies have committed sufficient funds for capacity building. CSAT will seek for additional funds such from the NTP-NRD. CSAT's PIM outlines implementation requirements in a step by step approach. Component 1.2 provides the capacity building for planning		

<p>and investments under CSAT. In addition, IFAD office provides overall backstopping in transversal functions such as financial management and M&E and along missions. The proposed institutional arrangements are based on the foundation provided under the previous projects in the two provinces (i.e. DBRP, IMPP, AMD). These projects have demonstrated a solid track record of delivery of even complex tasks across province, district and commune structures. AMD, for instance, delivered very successfully on the combined IFAD loan and ASAP financing as well as other funding leveraged from other government programs. The actual size of the PMU is smaller than of AMD and builds on its exit strategy, with 22 people in each province without any additional district and commune personnel. This will ensure that project activities will be properly mainstreamed in the provincial government programmes of work.</p>		
Monitoring and Evaluation Arrangements	Moderate	Moderate
<p>Risk:</p> <p>Inadequate M&E system for planning and monitoring.</p>	Moderate	Moderate
<p>Mitigations:</p> <p>CSAT's M&E system is embedded in the project management information system (MIS). It integrates information on project management, financial management, procurement and physical progress. It allows reporting in real time and serves as a platform for the large number of co-implementing agencies.</p>		
Project Financial Management	Moderate	Low
Project Organization and Staffing	Moderate	Low
<p>Risk:</p> <p>The organizational structure of the implementing agencies for AMD project, closing in Dec. 2020, are proposed to be used for the new project CSAT. (Ben Tre) There are five accounting staff working at the PMU namely: one Chief Accountant, three Accountants (two at district level and one at provincial level) and one Asset management and taxation officer cum Cashier, with required qualification and experience in managing foreign funded project since previous IFAD project. The Project deploys one full time accountant in each DPMU and part-time accountants with limited qualification and capacity have been recruited at commune level (CDB). Project FM staff have long-term contracts and are subject to annual performance reviews. The proposed organizational structures of the implementing agencies are found appropriate to the new Project.</p> <p>(Tra Vinh) There are five accounting staff working at the PCU namely: one Chief Accountant, three Accountants and one Cashier, with required qualification and experience in managing foreign funded project since previous IFAD project. For previous projects, project accountants (part-time) have</p>	Moderate	Low

<p>been staff have not been retained long-term (transferred to other departments).</p>		
<p>Mitigations:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Further FM trainings are required to efficiently manage IFAD resources at all levels, for effective and efficient project operation support. - Functional review with clear division of responsibilities should be carried out to ensure allocating appropriate workload for FM staff at all levels - (Tra Vinh) Ensuring only full-time staff in Accounting positions (no regular transfers to other departments) 		
<p>Project Budgeting</p>	Moderate	Low
<p>Risk:</p> <p>The new GOV policy on ODA has curtailed the access to IFAD finance and consequently led to slow implementation of planned project activities. Due to previous GOV policy regarding foreign investment tightening and the COVID-19 situation, the AMD project implemented in the same province further experienced difficulties in fund allocation for 2019 and 2020 AWP/B.</p> <p>However, with the new GoV Decree No. 56/2020/ND-CP on management and use of ODA and preferential loans issued on May 25, 2020, GoV now aims at broader priorities for ODA projects of which could bring positive impacts on existing projects as well as possibility of new projects in Viet Nam.</p> <p>District/Commune level provides work/budget estimates (in Commune/District Socioeconomic Development Plans) to provincial level for the preparation of the AWP/B by PMU accounting department staff, with input from relevant stakeholders and the provincial Department of Planning and Investment. The PD provides clearance and shares AWP/B with PPC which subsequently shares with MoF and with IFAD for issuance of NOL. AWP/Bs have been timely provided by previous projects with same Borrower/LPA.</p>	Moderate	Low
<p>Mitigations:</p> <p>The PCU, after consultations with project stakeholders, shall prepare its annual budget, linking all the planned activities to the cost categories outlined in Schedule II of the Financing Agreement; this exercise will take place in advance of the preparation of the national budget, to ensure that the required Government funds will be allocated and available on time. All financing contributions should be clearly stated in the budget to be submitted to internal for approval and to IFAD for non –objection.</p> <p>The LPA should make reasonable annual budgetary provisions</p>		

for IFAD funds and Counterpart funds in the National Budget, based on the AWP/B of the Project.		
Project Funds Flow/Disbursement Arrangements	Moderate	Low
<p>Risk:</p> <p>Immediately after entry into force of the two Financing Agreements, the GoV is required to open and maintain two Designated Accounts (one for the Loan -BT and another one for Loan -TV in a commercial bank(s) denominated in loan denominating currency for financing the Project. The Designated Accounts will be operated by the Ministry of Finance (MoF) and administered following Imprest Account arrangements. Advances from this Financing must be segregated from other funds for the Project.</p> <p>The PMU in BT and TV shall open and maintain in their provincial treasuries the Project Accounts denominated in VND for Project operations. The Project Accounts shall be funded and replenished as necessary from the resources held in the Designated Account respectively, upon request of the PMU and in accordance with expenditures incurred under approved AWP/Bs.</p> <p>Viet Nam is already live on ICP and the platform will be used for submission of withdrawal applications. A new Management Information System (MIS) will be procured and implemented, in order to facilitate information flows, ensure appropriate approval structures and to improve efficiency for data retrieval and dissemination.</p>	Moderate	Low
<p>Mitigations:</p> <p>The project should start working with the software company to initiate the process for implementing a new Management Information System (MIS), enabling the customization of an automatic review and approval process for the new project design.</p>		
Project Internal Controls	Moderate	Low
<p>Risk:</p> <p>Contract register is in place. Supporting documents and related vouchers are traceable to most of the districts. Project FM operations at the PMU and district level undergo an annual internal audit (in the form of annual activities control/settlement) by officers of the provincial Department of Finance. As part of internal control procedures, the PMU need to provide a formal delegation of authority and clear segregation of duties among the project staff. In addition, the project's financial performance will be periodically reviewed.</p> <p>There are regular reconciliations of cash conducted, which is performed by someone other than the cashier. Annual physical verification of project assets will be performed by the</p>	Moderate	Low

Administrative Department and a logbook of leased vehicles will be kept (current practice for existing project).		
<p>Mitigations:</p> <p>The Provincial PCU shall make sure proper internal controls are defined and described in the project FM manual, as part of the PIM. Detailed control activities include a good transaction trail, personnel policies and competent project staff, segregation of duties, physical protection of assets, and timely progress and performance reporting.</p> <p>Supervision and monitoring during project implementation need to be exercised to ensure that the prescribed guidelines and requirements are being followed and complied with. fiduciary accountability and implementation efficiency</p>		
<i>Project Accounting and Financial Reporting</i>	<i>Moderate</i>	<i>Low</i>
<p>Risk:</p> <p>The ANNA accounting software has been adapted. However, there is a lack of integration and automation from commune level to the provincial level. Thus, all detailed transactions have been re-keyed in one by one by the financial team at PMU. In addition, there were delays in entering accounting transactions into the accounting software as the transactions are only input into the systems upon completion once all supporting documentations have been collected. Forms and reports required by the GoV and IFAD were still manually prepared outside the system. Furthermore, there is no segregation of duties built into the accounting system.</p>	Moderate	Low
<p>Mitigations:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Customize accounting software, as part of the implementation of a new MIS to enable an integrated environment, and to permit computerized consolidation; - Set up an automation of system reports and forms as required by GoV and IFAD i.e. financial statements and withdrawal applications submitted to IFAD 		
<i>Project External Audit</i>	<i>Moderate</i>	<i>Low</i>
<p>Risk:</p> <p>Current project has been audited by private Auditing Firm which was procured through competitive bidding process (AASC Auditing Firm Co. Ltd- same auditor for past 5 years). The audit is carried out on the basis of International Standards on Auditing. Annual audit reports have been submitted on time. The auditors have expressed Unqualified Opinion on annual Financial Statements over the project implementation of 5 years.</p>	Moderate	Low
Mitigations:		

The auditor should be appointed before the start of the financial year to be audited. This is to allow the auditor sufficient time to plan and carry out a comprehensive examination of the recipient's financial records and accounts.		
Project Procurement	Moderate	Moderate
Legal and Regulatory Framework	Moderate	Moderate
Risk: The Borrower's regulatory and institutional capacity and practices (including compliance with the laws) are inadequate to conduct the procurement in a manner that optimizes value for money with integrity and prevents corruption.	Moderate	Moderate
Mitigations: IFAD implements a zero tolerance to corruption policy. IFAD provides no-objection to the annual project procurement plans, prior review of large procurement proposals, and ex-post procurement checks. IFAD policies demand the use of competitive procurement methods for projects. Projects should provide consolidated procurement information on the provincial procurement website and project website (opportunities and awards). Project conducts prior and ex-post reviews, annual audits to strengthen enforcement of the debarment system.		
Accountability and Transparency	Moderate	Moderate
Risk: Accountability, transparency and oversight arrangements (including the handling of complaints regarding, for example, SH/SEA and fraud and corruption) are inadequate to safeguard the integrity of project procurement and contract execution, leading to the unintended use of funds, misprocurement, SH/SEA, and/or execution of project procurements outside of the required time, cost and quality requirements.	Moderate	Moderate
Mitigations: Project requests bidders, contractors/ service providers/ suppliers to sign Self Certification Form on anticorruption, sexual harassment, sexual exploitation and abuse as a part of bids/ proposals and contract documents. Government policies promotes e-procurement as a main procurement modality. Conduct prior and ex-post reviews to strengthen enforcement of the debarment system. Provide consolidated procurement information on the procurement website and project website (opportunities and awards).		
Capability in Public Procurement	Moderate	Moderate
Risk:	Moderate	Moderate

<p>The implementing agency does not have sound processes, procedures, systems and personnel in place for the administration, supervision and management of contracts resulting in adverse impacts to the development outcomes of the project.</p>		
<p>Mitigations:</p> <p>Provincial government should retain high performing AMD procurement professionals to support full time and intermittently. Project should provide training and periodic coaching to project and sub-national project staff. A project procurement manual has been prepared in draft and be finalized before start-up. It details guidance for different procurement methods in compliance with IFAD project procurement guidelines.</p>		
<p>Public Procurement Processes</p>	<p>Moderate</p>	<p>Moderate</p>
<p>Risk:</p> <p>Procurement processes and market structures (methods, planning, bidding, contract award and contract management) are inefficient and/or anti-competitive, resulting in the misuse of project funds or sub-optimal implementation of the project and achievement of its objectives.</p>	<p>Moderate</p>	<p>Moderate</p>
<p>Mitigations:</p> <p>Carry out coaching, on-the-job trainings and refresher trainings on procurement (IFAD project procurement guidelines and manual, ICP, NOTUS, e-procurement). PMUs monitor and update regularly implementation progress of the procurement plan with both planned and actual data. IFAS provides close supervision.</p>		
<p>Environment, Social and Climate Impact</p>	<p>Low</p>	<p>Low</p>
<p>Biodiversity Conservation</p>	<p>Low</p>	<p>Low</p>
<p>Risk:</p> <p>VCAP promotes land use change/transformation that would result in further loss/degradation of habitat, forest cover or, soils; environmentally sensitive and/or vulnerable to natural disaster.</p>	<p>Low</p>	<p>Low</p>
<p>Mitigations:</p> <p>CSAT promotes eco-friendly production/certification (e.g. eco-shrimp, mangrove clam) that increases the biodiversity of the region. Sub-projects, notably public infrastructure investments, will avoid environmentally sensitive areas and special areas for biodiversity conservation.</p> <p>Appendix 1 of the ESMF to ensure that all interventions in sensitive areas (including infrastructure and other activities)</p>		

will entail an upgrade to Category A, providing these are not coordinated with DONRE.		
Resource Efficiency and Pollution Prevention	Substantial	Moderate
Risk: Hi-tech aquaculture production results in water pollution.	Substantial	Moderate
Mitigations: Value chain planning for each value chain will address directly the risks of pollutions and propose immediate solutions, otherwise proposed investments with high risk of pollution will be discard. CSAT also promotes water treatment solutions to make use of waste water and promotes water use efficiency.		
Cultural Heritage	Low	Low
Risk: Infrastructure causes destruction / pollution to the cultural heritage (e.g. Khmer pagoda)	Low	Low
Mitigations: CSAT invests in small scale infrastructure and will avoid sub-projects that have potential adverse impacts on cultural heritage. The project Grievance Redress mechanism ensure that complaints are addressed to rectify decisions and malpractice. SEDP and VCAP ensure full participation of stakeholders to prevent inappropriate investments.		
Indigenous People	Low	Low
Risk: (for Tra Vinh only) Risk of social, or economic impacts on the non Kinh ethnic group, including threats to or the loss of resources of historical or cultural significance.	Low	Low
Mitigations: The approach to the non-Kinh ethnic groups is consistent with IFAD's policy on ethnic minorities. Cultural differences will dictate the approach adopted. Local languages will be used in all village meeting, planning and extension sessions. District teams responsible for implementation will reflect gender balance, and their members will have command of ethnic languages. Capacity building tools will be developed in the languages of the main ethnic groups and take into consideration cultural differences. Special efforts will be made to recruit project extension agents speaking ethnic groups languages and in mobilizing and mentoring students from the ethnic schools.		
Labour and Working Conditions	Low	Low

<p>Risk:</p> <p>Child labour, forced labour, ethnicity based discrimination, overtime working, poor working conditions.</p>	Low	Low
<p>Mitigations:</p> <p>CSAT documents and communicates to all employers and workers within the value chain regarding their working conditions and terms of employment. CSAT promotes transparent contract arrangement including wages and benefits, hours of work, overtime arrangements and overtime compensation, and leave for illness, maternity, vacation or holiday, that at a minimum comply with national law. This includes respecting a collective bargaining agreement with a workers' organization if there is such an agreement. On the risk of child labor, CSAT will prevent the use of child labor and ensure compliance with the government's labor laws and related international treaty obligations. This has been included as one of the mitigation measures under the ESMF (see Appendix 3 – ESMP for climate resilient infrastructures under the issue on worker and public safety). Relatedly, compliance with national laws and ILO standards on child labor and labor rights will be closely monitored by the PMU. Awareness will be raised on the issue and relevant clauses will be included in all contracts with service providers. Additionally, we will also include the similar mitigation measure in the General ESMP as recommended.</p>		
<p>Community Health and Safety</p>	Low	Low
<p>Risk:</p> <p>Overuse of chemicals and pesticides for production which affects community health and food safety.</p>	Low	Low
<p>Mitigations:</p> <p>Food safety and international standards/certification are included from value chain planning with strict monitoring and evaluation.</p>		
<p>Physical and Economic Resettlement</p>	Low	Low
<p>Risk:</p> <p>Forcibly/voluntarily displaced households due to infrastructure constructions.</p>	Low	Low
<p>Mitigations:</p> <p>CSAT invests in small and climate resilient infrastructure and will avoid sub-projects that may cause physical resettlement. ESMF is in place to ensure the conformation of infrastructure investment to SECAP/Gov policies. FPIC and Grievance redress are included in ESMP and ESMF and ensure the voice of communities are raised and complaints addressed in due fashion. Additionally, FPIC, Implementation Plan and EM plan</p>		

have been included in the design (i.e. Appendices 4 and 5 of the SECAP, respectively).		
Greenhouse Gas Emissions	Low	Low
Risk: Methane (CH ₄) and Nitrous oxide (N ₂ O) emitted during waste decomposition in landfills, land-use change, digestive processes in livestock, and agriculture.	Low	Low
Mitigations: CSAT promotes climate smart agriculture technology to reduce GHG emissions. Climate informed SEDP builds capacity of stakeholders on climate change mitigation and adaptation.		
Vulnerability of target populations and ecosystems to climate variability and hazards	Moderate	Moderate
Risk: The project's groups such as the poor and climate change vulnerability people, and ecosystem in some project areas, especially those in coastal districts, may face problems resulted from increasing climate variability and hazards (i.e., sea level rise, SWI, storms, long-lasting/heavy rain, and landslide, etc.).	Moderate	Moderate
Mitigations: Regional integrated planning and Convergent Value chain Planning take into account of agricultural transformation, climate change resilient. Subsequently, value chain investments will be risk mitigation and/or avoidance.		
Stakeholders	Moderate	Moderate
Stakeholder Engagement/Coordination	Moderate	Moderate
Risk: Selected VC commodities exclude poor households; lack of consultation/ inclusion of perspectives of rural households, esp., vulnerable households (EM, women, youth, elderly).	Moderate	Moderate
Mitigations: As a proven practice form the AMD project, CSAT engages in an participatory investment planning process, from "bottom-up" commune, district and provincial levels. It captures local knowledge and improved understanding of priorities, vulnerabilities, risks and potential impacts. The planning and targeting practice identifies targeted rural households and analyses requirements to optimize participation of disadvantaged rural households.		
Stakeholder Grievances	Moderate	Moderate

<p>Risk:</p> <p>Stakeholders are unhappy about project investments, especially public infrastructure (e.g. elite capture).</p>	Moderate	Moderate
<p>Mitigations:</p> <p>Government has a grievance policy and mechanism in place. CSAT is building on it to capture and address target groups complaints on (i) being left out of consultation process. Non compliance to agreed development plans; (ii) misuse/ misappropriation of assets (land, water); (iii) misuse of projects funds e.g. corruptive practice. Ensure full participation of stakeholders in all project consultation and planning processes. Such systems are included in ESMF as well.</p>		